

Évelyne Damm Jimenez

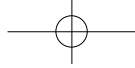
Nord-Sud : nouveaux échanges, nouvelles frontières

Présentation du numéro

Lorsque l'on évoque le concept « Nord/Sud », on pense immédiatement à l'opposition entre « pays riches » et « pays pauvres ». Le critère de pauvreté, d'abord identifié comme un retard de développement par les théoriciens économiques libéraux, a aussi été interprété comme le résultat de la domination coloniale occidentale par les pays du Sud, qui ont alors revendiqué le vocable de tiers monde. Les pays du Sud ne sont pas tous situés dans l'hémisphère sud. Il leur reste une sorte de définition par défaut : ils ont en commun de ne pas être composés d'une population majoritairement d'origine européenne.

L'internationalisation des flux financiers, commerciaux et migratoires a dilué ce clivage : certains pays tirent leur épingle du jeu néolibéral, tandis que d'autres s'enfoncent dans la pauvreté. Ainsi, le Sud est devenu un ensemble très composite d'états, certains très riches, comme les Émirats arabes, d'autres très pauvres, comme les pays les moins avancés d'Afrique subsaharienne. Ainsi que le décrit Jean-Joseph Boillot, les états susceptibles de s'insérer le mieux dans la compétition internationale sont les états nationaux dont la taille est continentale, comme les États-Unis, le Brésil, l'Inde, ou la Chine. Bien que l'Inde bénéficie d'un régime politique démocratique, ses élites visent à s'insérer dans la mondialisation en suivant une stratégie offensive inspirée du modèle chinois, et en s'appuyant elle aussi sur une importante diaspora disséminée à l'étranger.

La progressive dilution de la notion de frontière étatique semble compensée par l'apparition dans toutes les sociétés d'une césure entre des couches populaires dont l'accès aux richesses stagne, voire décroît,

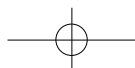


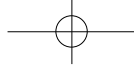
et des élites qui jouissent d'une liberté matérielle inédite : peut-on aller jusqu'à parler de la naissance d'un Sud dans le Nord, et d'un Nord dans le Sud ? Il est significatif que la révolte des jeunes des quartiers populaires, qui ne sont pas tous des immigrés, ait suscité en novembre 2005 en France des réactions de type néocoloniales justifiant la répression et le couvre-feu, comme s'il s'agissait d'une rébellion d'indigènes. Saïd Bouamama analyse la vitesse de la propagation des émeutes à l'ensemble du territoire ainsi que les cibles incendiées comme autant de signes de révolte contre un sentiment d'enfermement dans des quartiers stigmatisés, dans des espaces de plus en plus réduits, alors que le discours politique dominant parle de mobilité, de « village-monde », de frontières nationales dépassées, de mondialisation incontournable et souhaitable. La violence découle autant de l'absence de canaux d'expression disponibles que de la déconnection des discours des forces politiques, syndicales et associatives par rapport à la réalité des discriminations subies.

Les acteurs ignorés de la mondialisation : les migrants, citoyens du monde ?

Les nouvelles circulations migratoires bousculent les approches sociologiques traditionnelles qui analysaient l'immigration comme une réponse à un besoin des industries en main-d'œuvre peu qualifiée, dont l'absence de conscience collective était assurée par un impératif d'intégration.

L'approche ethnographique faite par Alain Tamis des nouvelles migrations reposant sur des logiques de réseau accompagnant les flux de marchandises prouve que certains immigrés ne recherchent pas l'intégration dans les états nationaux où ils vivent, et n'entretiennent de liens économiques qu'avec leurs lieux d'origine. La gestion urbaine doit s'accommoder de ces populations mobiles qui ont des modalités spécifiques d'articulation avec les sociétés locales. Dès lors, on trouve dans les villes de nouvelles morphologies d'implantation socio-spatiales des immigrés, qui diffèrent des concentrations périphériques habituelles. Les populations du Sud ne sont plus forcément les plus pauvres au Nord. En s'interrogeant sur les caractéristiques du migrant international, Dana Diminescu relativise l'image de l'individu en permanente rupture avec ses lieux de vie successifs, en confrontation avec d'autres modes de vie et de pensées. Au contraire, les migrants semblent être les promoteurs d'une culture de lien qu'ils entretiennent notamment avec l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.





Bakary Diakité, qui est l'un de ces migrants venus exercer au Nord la médecine occidentale étudiée au Sud, témoigne de cette pluralité d'attachements qui aiguisent aussi son esprit critique sur son pays d'accueil comme sur son pays d'origine. Si le Sud va mal, le Nord ne se porte pas très bien non plus. Mais au regard de l'énormité de la tâche pour remédier à tous ces maux, l'individu ne cherche pas à entrer dans une action politique. Parce que la conception occidentale du politique veut qu'il apporte des solutions, qu'il donne un sens à toutes les actions collectives entreprises. Or, aucune structure ne propose de vue cohérente d'ensemble, et aucune instance ne semble pouvoir proposer de réponse porteuse d'un développement plus harmonieux.

La note de lecture de Dominique Boullier portant sur le livre de Philippe Descola souligne les dangers d'une tentation impérialiste qui amènerait à regrouper toutes les civilisations en une seule au Sud, s'opposant à la civilisation occidentale, naturaliste, un Sud qui seul bénéficierait d'une sagesse traditionnelle reposant sur des relations harmonieuses de l'homme avec la nature. Car l'animisme, le totémisme et l'analogisme sont des ontologies très différentes.

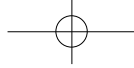
En laissant la parole à Jean Nke Ndih, c'est l'Afrique qui propose sa propre analyse comparative des problèmes du Sud, selon qu'ils sont abordés par les instances internationales, qui se concentrent sur les effets qui rejaillissent ensuite sur le Nord, ou selon qu'ils soulignent les blocages découlant d'une carence des responsables politiques du Sud à produire des régulations, prévoir des infrastructures, seules susceptibles de permettre un développement préservant les biens communs et assurant la poursuite d'un intérêt général.

Nouveaux échanges : réalité des appartenances multiples et intérêt des solidarités de réseau

Il y a parfois des prises de conscience douloureuses. Deux médecins responsables d'un centre spécialisé de soins aux toxicomanes, Marie-Laure de Severac et Pierre Poloméni, apportent un témoignage tout simple, sous forme de vignette clinique, relatant combien un élan de générosité, de solidarité, un don, peut rencontrer d'incompréhension, et même heurter d'autres schémas culturels lorsqu'il ne vient pas de citoyens conscients des attachements multiples des immigrés, des modes de vie et de pensée différents dans lesquels ils évoluent.

Les migrants qui fonctionnent en réseau intègrent dans leurs démarches relationnelles les liens familiaux, les solidarités communautaires, les moments privilégiés de regroupement religieux pour promouvoir les échanges. Mais l'appartenance à une même commu-





nauté ne suffit pas pour amorcer la dynamique d'échange, qui suppose avant tout qu'il y ait des ressources à échanger pouvant intéresser l'ensemble des membres du réseau. Bien que l'analyse de Mohamed Madoui soit centrée sur les entrepreneurs maghrébins, elle démontre que l'échange économique est d'autant plus florissant qu'il repose sur une logique de don/contre don.

Au niveau des entreprises multinationales, aucune norme internationale ne peut s'imposer pour faire respecter les droits environnementaux et humains. Pourtant le Révérend David Schilling décrit, en s'appuyant sur des exemples concrets, comment une coalition d'organisations religieuses œuvre, depuis sa position d'actionnaire de sociétés multinationales américaines, pour faire entendre la voix des victimes d'une mondialisation « sauvage », où les travailleurs et les populations sont exploités dans les usines et zones de productions des pays du Sud. D. Schilling rappelle que l'action de solidarité internationale n'est jamais aussi efficace que si elle s'appuie sur des coalitions réunissant des acteurs respectés, bien implantés localement, travaillant sur la longue durée et capables d'établir et de maintenir le dialogue entre le management et l'opinion publique (au Nord) et les défenseurs des droits sociaux (au Sud). L'influence des églises dans la société américaine contemporaine, leurs réseaux internationaux, peuvent leur conférer, dans ce contexte, un rôle essentiel pour proposer des solutions pragmatiques et pacifiques aux situations de conflit et pour imposer des normes sociales plus strictes et plus justes.

Quelles Cosmopolitiques pourraient permettre de réintroduire un équilibre Nord/Sud ?

La mondialisation ayant érigé en modèle le mode de vie occidental, les conséquences néfastes découlant de ce mode de développement s'annoncent avec une même acuité pour les pays du Nord et du Sud. Ainsi Bernard Maire et Francis Delpuech décrivent comment, en l'absence d'une intervention politique en matière d'alimentation, l'épidémie d'obésité risque de peser sur les systèmes de santé, au Nord comme au Sud. En favorisant l'internationalisation des circuits de distribution de produits alimentaires, en accélérant la constitution de marchés par une urbanisation non maîtrisée, en abandonnant toute ambition de protéger les cultures vivrières et les coutumes alimentaires, les politiques ont laissé à la logique économique le domaine le plus fondamental pour la survie de l'espèce humaine : l'accès à la nourriture. Les pays du Nord semblent tout aussi irresponsables en matière d'énergie. Les flux de marchandises et de personnes, structurent progressivement



ment l'espace, pèsent en faveur du développement des vecteurs de transports les plus rapides, et entraînent de profonds déséquilibres d'activité entre des pôles industriels engorgés dans des zones très urbanisées et des zones rurales exsangues. Benjamin Dessus démontre comment les politiques du Nord refusent de se saisir de leur mission d'intérêt général consistant à aménager leurs territoires en construisant des infrastructures économes en énergie et à créer les conditions de la diminution des dépenses énergétiques des ménages. C'est au Sud qu'il appartiendrait, dans un schéma cautionné par les experts de l'offre énergétique, de mettre en œuvre une politique de sobriété et de technologies dont seul le Nord a les moyens économiques... L'Europe, ici, voit ses discours entrer en contradiction flagrante avec les moyens qu'elle alloue à leur réalisation.

Toutefois, pour certaines causes urgentes et dramatiques telle la pandémie du sida qui n'épargne aucun pays au monde, des moyens importants peuvent être mobilisés et la détermination politique est alors indispensable à la construction d'un projet de coopération qui ne soit pas seulement un transfert de compétences et de moyens du Nord vers le Sud, mais bien un partenariat. L'initiative ESTHER de ce point de vue est tout à fait remarquable, car elle est une des rares actions de coopération européenne multilatérale visant à promouvoir l'échange d'expérience professionnelle et la mise en réseau d'équipes travaillant dans le cadre hospitalier ou associatif.

Marie-Hélène Aubert souligne la situation paradoxale de l'Union Européenne, qui voudrait pouvoir mener une politique supranationale alors que sous la pression des négociations à l'OMC, l'élimination de la perception des droits de douane la prive de ses ressources propres. Dès lors que les relations bilatérales perdurent entre les États-membres et les pays du Sud qui étaient leurs anciennes colonies, la légitimité du message politique s'estompe. Pour que l'Union européenne soit crédible, elle doit rechercher une autre forme d'échange avec les pays du Sud, qui ne repose pas sur son propre modèle de développement, car il n'est précisément pas durable. Proposer une voie originale impose de faire évoluer les priorités et de redonner au politique les moyens et l'ambition de faire des choix pour le long terme en faveur des générations futures, plutôt que de s'enfoncer dans un libéralisme économique qui a déjà aggravé les déséquilibres régionaux au sein même de l'Europe.